



HAL
open science

Troisième guerre du Haut-Karabakh : un nouveau front russo-turc

Gaïdz Minassian

► **To cite this version:**

Gaïdz Minassian. Troisième guerre du Haut-Karabakh : un nouveau front russo-turc. Les Études du CERI, 2021, 254-255, pp.34 - 40. 10.25647/etudesduceri.254-255.05 . hal-03579286

HAL Id: hal-03579286

<https://sciencespo.hal.science/hal-03579286>

Submitted on 18 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Troisième guerre du Haut-Karabakh : un nouveau front russo-turc par Gaïdz Minassian

Une nouvelle guerre pour le contrôle d'une zone grise a éclaté dans l'ex-Union soviétique en 2020. Après la Tchétchénie, l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, la Transnistrie, la Crimée et le Donbass, c'est le Haut-Karabakh qui s'est enflammé – pour la troisième fois depuis la fin de l'URSS – dans un conflit ouvert entre Arméniens et Azerbaïdjanais¹. Lancée par l'Azerbaïdjan le 27 septembre 2020, la guerre du Haut-Karabakh, province majoritairement arménienne mais rattachée à Bakou en 1921 par Staline, a été remportée par Bakou, soutenu par la Turquie et ses troupes supplétives constituées de mercenaires islamistes. A la faveur d'un « cessez-le-feu total » signé dans la nuit du 9 au 10 novembre par la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les armes ont cessé de parler, entérinant la victoire militaire de Bakou. Comment expliquer ce regain de violence dans la région ? Cet accord de cessez-le-feu ouvre-t-il la voie à un nouvel ordre régional ? Quels enseignements peut-on tirer de cette féroce déflagration aux enjeux globaux qui a duré quarante-quatre jours ? Comment expliquer les positions de la Russie et de la Turquie, dont les relations bilatérales sont équivoques, dans cette guerre à la périphérie de leurs anciens empires respectifs ? Et que penser du groupe de Minsk, coprésidé par la Russie, la France et les Etats-Unis, chargé par l'OSCE de trouver une solution politique à ce conflit, et pourtant absent du cessez-le-feu du 9 novembre ?

Blocage diplomatique et irruption de la Turquie

La troisième guerre du Haut-Karabakh (27 septembre-10 novembre 2020) est le produit de deux processus complémentaires.

D'une part un processus long, avec l'exaspération de l'Azerbaïdjan, excédé par le blocage des négociations internationales depuis 1994. En vingt-six ans de diplomatie, la paix n'a pas avancé d'un pouce. Les différentes parties se sont plus ou moins accordées sur des principes généraux, les « principes de Madrid », rendus publics en 2007². En 2011, elles ont également rapproché leurs positions autour du plan Kazan (ou plan Lavrov)³, avant de

¹ Une première guerre a eu lieu de 1990 à 1994, une deuxième, la « guerre des quatre jours », en avril 2016.

² Quatre principes généraux : respect du droit à l'autodétermination, respect de l'intégrité territoriale, respect de l'égalité entre communautés et respect du non-recours à la force. Six autres principes ont été ajoutés : rétrocession des territoires situés autour du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan ; création d'un statut intérim du Haut-Karabakh garantissant sa sécurité et sa gouvernance ; création d'un corridor reliant l'Arménie au Haut-Karabakh ; reconnaissance d'une détermination future d'un statut légal final accordé au Haut-Karabakh à travers un mécanisme légal d'expression d'une volonté ; droit au retour pour les populations déplacées et les réfugiés dans leur ancienne résidence ; garantie de sécurité internationale à travers une opération de maintien de la paix.

³ Le 24 juin 2011, à Kazan en Russie, sous l'égide du président russe Medvedev, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont mis d'accord sur les principes de rétrocession à l'Azerbaïdjan de cinq districts sous contrôle arménien, de réouverture de toutes les voies de communication, d'un statut intermédiaire pour le Karabakh, du retour des réfugiés, d'un couloir entre l'Arménie et le Karabakh, du déploiement d'un contingent russe de maintien de la paix et de rétrocession à Bakou des deux derniers districts sous contrôle arménien. La discussion achoppait sur

Carte 7
Etats et territoires du Caucase (janvier 2021)



renoncer à tout compromis autour du statut du Haut-Karabakh, pierre d'achoppement du conflit. En effet, ce dossier se prête à deux lectures opposées du droit international. Pour Bakou, il s'agit d'un conflit interétatique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dans lequel Erevan est l'agresseur de l'intégrité territoriale azerbaïdjanaise. Pour Erevan, il s'agit d'un conflit infraétatique entre Bakou et une province indépendantiste, la république du Haut-Karabakh (Artsakh en arménien) au nom du droit à l'autodétermination. Les Arméniens de cette province ayant proclamé leur indépendance le 2 septembre 1991, ils considèrent qu'ils n'ont jamais fait partie de la république d'Azerbaïdjan devenue indépendante fin août 1991. Cette république autoproclamée du Haut-Karabakh n'a été reconnue par aucune puissance internationale, elle ne l'a même pas été par l'Arménie, celle-ci cherchant à s'intégrer dans la région à travers une paix globale. La Russie n'a cessé d'arbitrer le conflit entre ces deux anciennes Républiques soviétiques et d'empêcher son allié, l'Arménie, d'accomplir ce geste de portée diplomatique majeure qui aurait risqué de faire capoter le processus de paix au profit de l'option militaire. Une hypothèse à laquelle le régime d'Aliiev n'a jamais renoncé, considérant que l'Arménie avait gagné la première manche en 1994, mais pas la guerre. Dans cette logique l'Azerbaïdjan, fort de sa rente pétrolière et gazière, consacre à son outil militaire plusieurs milliards de dollars par an. Et depuis 2010, il surpasse

le rythme de l'application des mesures : Bakou souhaitait une mise en place graduelle de ces principes alors qu'Erevan optait pour leur application globale. A la surprise générale, Bakou a ajouté dix nouvelles propositions, inadmissibles pour Erevan. La délégation azerbaïdjanaise a quitté la table des négociations mais le plan Kazan est resté d'actualité.

l'Arménie sur le plan technologique et militaire, une supériorité reconnue par les experts internationaux. Après l'échec du plan Kazan en 2011, le dialogue est resté enlisé jusqu'à la « révolution de velours » à Erevan au printemps 2018, à l'issue de laquelle Aliev a espéré que la démocratisation de l'Arménie engagée par le nouveau pouvoir permettrait de débloquer les négociations ; en vain. Le nouveau Premier ministre, Nikol Pachinyan, se montre ouvert sur le principe mais intransigeant dans les faits. Il préconise une autre conception de la résolution du conflit : inviter les autorités du Karabakh à la table des négociations ou, le cas échéant proclamer la réunification de la province à l'Arménie. Faisant preuve d'idéalisme au nom d'un patriotisme souverain, sans être « pro ou antirusse, pro ou anti-occidental, mais pro-arménien »⁴, il multiplie les déclarations fermes : « le Karabakh, c'est l'Arménie, point final »⁵. C'est insupportable pour Bakou, qui intensifie ses pressions militaires sur les Arméniens et passe à l'offensive en septembre 2020.

D'autre part, la dernière campagne du Karabakh résulte d'un processus court qui a mené à l'irruption de la Turquie dans la zone de conflit. Dès la première guerre, Ankara a apporté son soutien à Bakou en fermant unilatéralement sa frontière avec l'Arménie en 1993 et en conditionnant la normalisation de ses relations avec Erevan à un retrait des forces arméniennes du Karabakh. Il a progressivement renforcé cet appui et a encouragé l'Azerbaïdjan au printemps 2016 à lancer une offensive, appelée « guerre des quatre jours » (2 au 5 avril), la Russie profitant de l'occasion pour tenter d'appliquer le plan Kazan. Le résultat a été à l'avantage de Bakou qui a repris quelques centaines d'hectares à l'est du Karabakh, sans que cette légère avancée soit de nature à changer le rapport de force sur le terrain. A l'initiative des Etats-Unis, le groupe de Minsk a alors proposé dans ce que l'on a appelé le « principe de Vienne » de mettre en place un mécanisme d'observation du cessez-le-feu par vidéosurveillance tout le long de la ligne de front (sept cents kilomètres). Erevan était d'accord, Bakou ne l'était pas et Moscou a suggéré un autre mode de surveillance : le déploiement d'un contingent russe, ce qui revenait à soutenir Bakou dans son refus. A partir de 2016, Ankara s'est investi davantage sur ses marches, notamment en Syrie, en Irak puis en Méditerranée orientale et en Libye, dans le cadre d'une diplomatie néo ottomane offensive dans le but de se positionner comme puissance médiatrice des conflits en cours. En 2020, fort des condominiums russo-turcs en Syrie et en Libye, le président Erdogan a multiplié les déclarations de soutien à son « frère » azerbaïdjanais au nom du principe « deux Etats, une nation », et a encouragé une rupture du *statu quo* en dénonçant l'immobilisme du groupe de Minsk. Après les incidents qui ont éclaté à l'été 2020 sur la frontière avec l'Arménie, au cours desquels les Azerbaïdjanais ont enregistré d'importantes pertes, les armées turques et azerbaïdjanaises ont intensifié leur coopération et organisé en août des exercices militaires conjoints aux abords du Haut-Karabakh. Quelques semaines plus tard, au matin du dimanche 27 septembre, l'Azerbaïdjan lançait une offensive d'envergure sur les trois cents kilomètres de front avec le Haut-Karabakh,

⁴ « Nikol Pachinian : "Il n'y a plus de passe-droits et de privilèges en Arménie" », entretien avec Gaïdz Minassian et Marc Semo, *Le Monde*, 15 septembre 2018.

⁵ Joshua Kucera, « Pashinyan calls for unification between Armenia and Karabakh », Eurasianet.org, 6 août 2019, <https://eurasianet.org/pashinyan-calls-for-unification-between-armenia-and-karabakh>.

prenant soin d'éviter de frapper le territoire de la république d'Arménie, afin d'éviter toute représaille de la part de la Russie. L'armée azerbaïdjanaise était soutenue par des centaines d'instructeurs turcs et par plusieurs milliers de mercenaires islamistes syriens proturcs, qui transitaient par Gaziantep en Turquie avant de rejoindre le territoire azerbaïdjanais⁶.

Un conflit global

Trois conflictualités se sont superposées dans cette campagne militaire du Haut-Karabakh – preuve que cet épineux dossier est bien mondialisé. D'abord, cette guerre arméno/turco-azerbaïdjanaise a réveillé chez les Arméniens le spectre du génocide de 1915, toujours nié par l'axe Ankara-Bakou qui voit dans cette crise l'opportunité de réaffirmer son ambition panturque. D'importantes manifestations de la diaspora arménienne ont secoué l'Occident appelé à intervenir pour éviter un second génocide au Caucase⁷. Ensuite, la guerre du Karabakh se lit comme une extension des tensions russo-turques dans le cadre de la guerre contre le terrorisme islamiste. La dégradation de la situation dans le Caucase, l'affaiblissement du groupe de Minsk et l'ouverture d'un troisième front contre la Russie ont permis à la Turquie de se positionner en médiatrice du conflit. Enfin, Israël a soutenu l'Azerbaïdjan dans cette guerre en lui fournissant d'importantes quantités d'armes (drones, blindés), ce qui s'explique par les tensions entre Israël et l'Iran et par les liens entre l'Azerbaïdjan et l'Etat hébreu auquel Bakou fournit plus de 20 % de son gaz et de son pétrole⁸. Cette position a divisé le monde juif partagé entre solidarité avec les Arméniens et *realpolitik* israélienne.

L'accord de cessez-le-feu⁹ signé dans la nuit du 9 au 10 novembre par Poutine, Pachinyan et Aliev, à l'issue de six semaines de guerre – dont le bilan est indéterminé à cette heure, la seule certitude étant que la barre des six mille morts a été dépassée – et de progression des troupes azerbaïdjanaises caractérisée par la prise de Chouchi, cité stratégique qui surplombe la capitale Stépanakert, a consacré la victoire militaire de l'Azerbaïdjan et la dérouté arménienne.

Deux éléments témoignent du fait que ce conflit marque le passage de guerres du xx^e siècle à celles du xxi^e.

⁶ UN Human Rights Office of the High Commissioner, « Mercenaries in and around the Nagorno-Karabakh conflict zone must be withdrawn – UN expert », Genève, 11 novembre 2020 (<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26494&LangID=E>) ; Madjid Zerrouky, « Des mercenaires syriens, pressés par la misère, meurent par dizaines au Haut-Karabakh », *Le Monde*, 22 octobre 2020.

⁷ <https://www.genocidewatch.com/single-post/genocide-emergency-alert-on-the-war-in-artsakh-nagorno-karabakh>.

⁸ Zaur Shiryev, « Azerbaijan : Netanyahu visit boosts Azerbaijani-Israel ties », Eurasianet.org, 15 décembre 2016, <https://eurasianet.org/azerbaijan-netanyahu-visit-boosts-azerbaijani-israel-ties>.

⁹ Le texte de cet accord est publié par le ministère russe des Affaires étrangères : https://www.mid.ru/en/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/4419267?p_p_id=101_INSTANCE_cKNonkJE02Bw&_101_INSTANCE_cKNonkJE02Bw_languageId=en_GB.

D'une part, le recours aux drones et à la haute technologie : la supériorité militaire et technologique de l'Azerbaïdjan et de ses alliés a fait la différence dans les combats. Le modèle soviétique de la stratégie de contre-attaque des Arméniens n'a pas fait le poids face aux drones turcs et israéliens, et au recours aux armes à fragmentation et au phosphore blanc (pourtant interdites par le droit international humanitaire)¹⁰. Le mode opératoire de l'alliance turco-azerbaïdjanaise est le même que celui utilisé par les Turcs en Libye : troupes islamistes au sol en premières lignes et contrôle aérien par l'usage massif de drones.

D'autre part, la fragilisation des alliances : si, en cas d'engrenages, les alliances dans le cadre de l'OTAN ou de l'OTSC avaient fonctionné, le Karabakh, l'Arménie, la Russie et l'OTSC se seraient retrouvés face à l'Azerbaïdjan, la Turquie, les Etats-Unis et l'OTAN. Or dans les faits, les choses se sont passées différemment : la Russie a certes sanctuarisé la république d'Arménie mais n'a pas sauvé les Arméniens du Karabakh. A l'échelle de l'OTAN, la France et la Grèce ont dénoncé les connivences entre la Turquie et les groupes terroristes islamistes et le jeu dangereux d'Erdogan qui expose constamment l'Alliance dans ses aventures ; sans parler de l'attelage baroque Israël-Azerbaïdjan-Turquie-groupes djihadistes, qui fait voler en éclat le principe « l'ami de mon ennemi est mon ennemi ». Cette guerre du Karabakh a-t-elle mis en avant un dérèglement du système international, notamment un reflux de l'Occident dans cette partie du monde ?

Quant à l'accord de cessez-le-feu conclu sous la houlette de Vladimir Poutine, il éclaire cinq points.

•Le dilemme russe

La Russie est parvenue à imposer une version accélérée du plan Kazan et à réaffirmer son *leadership* régional avec l'envoi d'un contingent (deux mille soldats) de maintien de la paix. En dépit de cette réassurance, la Russie doit composer avec la Turquie sans écarter le groupe de Minsk du dossier, ce qui lui permet de surmonter en partie son dilemme : faut-il maintenir une rhétorique anti-occidentale aux côtés de la Turquie et s'éloigner du groupe de Minsk, mais prendre le risque de conforter la présence d'Ankara dans le Caucase du Sud et la menace djihadiste dans le Caucase du Nord¹¹ (Tchéchénie, Ingouchie, Daghestan) ? Ou conserver le lien avec la France et les Etats-Unis et écarter la Turquie des négociations tout en prenant le risque de voir Ankara provoquer Moscou sur d'autres théâtres ? Poutine n'a pas tranché. Tout au long du conflit, alors qu'il n'avait pas la main sur l'agenda de la guerre, le président russe a tenté de conserver un équilibre entre les deux tendances. Lors des tentatives de trêves humanitaires durant les combats, il a écarté la Turquie, mais lors de la signature du cessez-le-feu du 9 novembre, il a concédé à Ankara la possibilité de participer à la création d'un centre d'observation de maintien de la paix. L'emplacement de ce centre est encore à l'arbitrage des Russes et des Turcs.

¹⁰ Human Rights Watch « Azerbaijan : Cluster munitions used in Nagorno-Karabakh », 23 octobre 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/10/23/azerbaijan-cluster-munitions-used-nagorno-karabakh>.

¹¹ Agence Tass, « Terrorists rush to Nagorno-Karabakh conflict area, says Russian intelligence head », 6 octobre 2020.

• **L'affirmation diplomatique de la Turquie**

La Turquie participe pour la première fois depuis sa création au règlement d'un conflit dans le Caucase du Sud et élargit ainsi son influence sur son pourtour. Sur instruction du président Erdogan, le Parlement turc s'est prononcé en faveur de l'envoi pour un an d'un contingent de la paix en Azerbaïdjan et souhaiterait obtenir la création d'un centre indépendant d'observation de la paix sur le territoire azerbaïdjanais – sans préciser exactement où – ce qui constitue une lecture unilatérale de l'accord de cessez-le-feu. Enfin, Ankara se réjouit d'avoir obtenu de Bakou la création d'un couloir via le territoire arménien reliant l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan, frontalier de la Turquie, accomplissant ainsi le rêve panturc d'obtenir une continuité géographique du Bosphore à l'Asie centrale. Cet appétit suscite de fortes inquiétudes en Russie et en Occident où l'on se demande quand et où s'arrêteront les ambitions du président Erdogan.

• **Les incertitudes de l'engagement occidental**

La France et les Etats-Unis, qui ont été tenus à l'écart lors du cessez-le-feu du 9 novembre, ont pris acte de la fin des hostilités. Pour les deux coprésidents occidentaux du groupe de Minsk, cet accord en neuf points contient des « ambiguïtés » qu'il va falloir lever, notamment à propos du statut du Haut-Karabakh indéterminé dans l'accord tripartite et du rôle que l'OSCE via le groupe de Minsk peut jouer dans l'avenir de la paix régionale. Paris et Washington prendront-ils des initiatives ouvrant la voie à une reconnaissance de l'indépendance de l'Artsakh ? Jusqu'où iront les réajustements diplomatiques impulsés par les Occidentaux dans ce dossier ?

• **Une victoire en demi-teinte pour Bakou**

L'Azerbaïdjan n'a pas remporté de victoire politique. Outre le fait que la république d'Artsakh, même moribonde, existe toujours, Bakou doit désormais composer avec la présence de la Russie sur ce qu'il considère être son territoire (les territoires du Karabakh qui échappent à son contrôle) et redorer son image ternie par la coopération avec les groupes islamistes et l'usage d'armes interdites par le droit humanitaire international.

• **Vers un nouvel ordre régional**

Le cessez-le-feu du 9 novembre 2020 jette les fondations d'un nouvel ordre régional. Terre anciennement exclusivement russe, le Caucase du Sud voit l'arrivée de la Turquie dans le règlement d'un conflit postsoviétique, ce qui contrarie la Russie, sur laquelle les trois Etats de la région portent désormais un œil nouveau. La Géorgie s'ancre davantage en Occident et regarde toujours plus vers l'OTAN. L'Azerbaïdjan a obtenu en six semaines de guerre avec le soutien de la Turquie ce qu'il n'a pas obtenu en vingt-six ans de négociations sous l'égide de la Russie et du groupe de Minsk. Les Arméniens, abandonnés par la Russie et englués dans la défaite, doivent panser leurs plaies et retrouver le chemin de l'espoir pour éviter le chaos.

*

* *

La guerre du Karabakh est à mi-chemin entre un conflit de type géopolitique et un conflit de type intersocial. Géopolitique : la tectonique des plaques a bougé dans la région au profit de la Russie, la Turquie et l'Azerbaïdjan. Intersocial : les sociétés azerbaïdjanaise et arménienne sont tellement nourries au nationalisme, fondé sur l'identitarisme, le territoire et le rejet de l'autre, qu'elles en viennent à imposer leur représentation maximale de la violence, quel que soit le régime en place, surtout à Bakou. Si bien que sans démocratisation réelle des sociétés civiles, il n'y a rien à attendre comme politique d'assouplissement de la part des pouvoirs.

Ainsi une nouvelle page s'ouvre-t-elle dans l'histoire du conflit du Haut-Karabakh : avant l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre, l'Arménie et l'Azerbaïdjan étaient en première ligne du règlement et le groupe de Minsk au second. Après l'accord du 9 novembre, la Russie se retrouve face à la Turquie sur le devant de la scène, Erevan et Bakou à l'arrière et les autres coprésidents du groupe de Minsk quelque part entre les deux. Dans le Haut-Karabakh, si les acteurs du règlement changent, la conflictualité demeure...

Pour citer ce chapitre : Gaïdz Minassian, « Troisième guerre du Haut-Karabakh : un nouveau front russo-turc », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2020/Les Etudes du CERI*, n° 254-255, février 2021 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].